

**Nations unies - Briefing**  
**Moyen-Orient - Intervention du**  
**représentant permanent de la**  
**France auprès des Nations unies -**  
**Conseil de sécurité**

(New York, 20 septembre 2018)

Madame la Présidente,

Je souhaite tout d'abord remercier Nikolay Mladenov pour le rapport qu'il a présenté au Conseil au titre de la résolution 2334, et pour son engagement quotidien et celui de son équipe.

Madame la Présidente,

À Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem, chaque jour nourrit un peu plus la désespérance, en confortant une triple et douloureuse réalité : celle d'abord que le faux statu quo recouvre en réalité une dégradation quotidienne sur le terrain ; celle ensuite que cette situation peut dégénérer à tout moment en crise ouverte, comme nous le constatons à Gaza depuis deux mois ; celle enfin que lorsque la paix recule sur le terrain, elle recule également dans les esprits et dans les discours. C'est bien ce cercle vicieux qui est en marche aujourd'hui.

Génération après génération, Palestiniens et Israéliens perdent l'espoir d'un règlement pacifique du conflit. Un quart de siècle, presque jour pour jour, s'est écoulé depuis la signature, à Washington, des Accords d'Oslo. 25 ans après Oslo, près des trois quarts des Palestiniens jugent, selon les enquêtes d'opinion, que leur situation s'est dégradée. À peine une moitié d'entre eux croit encore à la solution des deux Etats.

Et pourtant, le constat que nous faisons inlassablement devant ce Conseil reste valable : aucune alternative viable à la solution des deux Etats n'a émergé depuis Oslo. L'ensemble territorial unique qui semble prendre forme sous nos yeux, sous l'effet de la politique de colonisation, ferait à terme coexister de manière inégalitaire deux régimes de citoyenneté sur un même territoire. Il marquerait, pour les Palestiniens, l'abandon de leurs aspirations étatiques ; et pour les Israéliens, la fin de leur projet démocratique. S'il est indispensable de combler le vide politique actuel, un plan de paix qui s'affranchirait des paramètres internationalement agréés des deux Etats se condamnerait à l'échec. Il est donc essentiel que toute négociation s'inscrive dans ce cadre, qui lui-même repose sur le droit international et les résolutions pertinentes de ce Conseil, y compris la résolution 478 sur Jérusalem, ainsi que la résolution 2334 qui nous réunit aujourd'hui.

S'agissant de cette dernière résolution, dix membres de ce Conseil dont la France ont demandé que, conformément aux pratiques établies, des rapports écrits soient présentés au Conseil.

Nous remercions le Secrétariat pour la diffusion d'un rapport écrit en juin dernier, et encourageons la poursuite de cette pratique.

Madame la Présidente,

J'insisterai aujourd'hui sur deux points : la politique de colonisation israélienne en zone C et à Jérusalem, qui menace désormais de porter atteinte de manière irréversible à la solution des deux Etats - je pense ici au risque d'une démolition imminente du village de Khan al-Ahmar - ; et la situation à Gaza, qui peut à tout moment conduire à une escalade dans la violence.

1. Aux termes du jugement rendu par la Cour suprême israélienne le 5 septembre, la décision de procéder à la démolition du village de Khan al-Ahmar relève désormais entièrement du gouvernement israélien. Cette décision, applicable depuis le 12 septembre, peut être mise en oeuvre à tout moment. La France, en lien avec plusieurs de ses partenaires européens, a exprimé sa très vive préoccupation à ce sujet et appelle les autorités israéliennes à ne pas procéder à cette démolition.

La démolition de ce village bédouin, qui s'accompagnerait du déplacement forcé de ses habitants, serait contraire au droit international humanitaire, notamment la IVème Convention de Genève, ainsi qu'aux résolutions de ce Conseil. Plusieurs structures ayant bénéficié de financements européens, dont une école, sont directement visés. 230 habitants, dont près de 160 enfants, sont menacés d'expulsion.

Outre ses conséquences humanitaires, cette démolition aurait des conséquences désastreuses, et potentiellement irréversibles, sur le plan politique. Elle ouvrirait en effet la voie à la colonisation de la zone dite E1, d'importance stratégique pour la solution des deux Etats. Elle aurait pour effet de séparer le nord et le sud de la Cisjordanie et d'isoler Jérusalem-Est du reste des territoires palestiniens. En détruisant la continuité des territoires palestiniens, elle rendrait impossible la solution des deux Etats, au profit d'une stratégie d'annexion de fait de la Cisjordanie par Israël. Ce serait prendre une lourde responsabilité, au regard de l'histoire, et vis-à-vis des deux peuples.

Madame la Présidente,

2. L'érosion de la solution des deux Etats, sous l'effet de la colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, ne doit pas faire oublier les risques imminents qui pèsent sur Gaza - ce sera mon deuxième point.

Depuis six mois, les violences se succèdent à Gaza, sur fond de crise humanitaire d'une gravité sans précédent. Face au bilan terrible des manifestations qui se sont succédées le long de la barrière de séparation, la France a condamné un usage disproportionné et indiscriminé de la force et appelé Israël à respecter le droit des Palestiniens à manifester pacifiquement. Nous avons également dénoncé l'instrumentalisation des manifestations par le Hamas et d'autres groupes armés. Nous avons enfin clairement condamné les tirs de roquettes et l'usage d'engins incendiaires dirigés vers le territoire israélien, comme nous avons condamné la construction de

tunnels offensifs par le Hamas.

À plusieurs reprises au cours des derniers mois, la bande de Gaza s'est trouvée au bord de l'abîme, sur le point de basculer dans un nouveau conflit armé comme elle en a connu trois au cours de la décennie écoulée. À chaque fois, le pire a été évité, notamment grâce aux efforts de l'Égypte, que nous saluons particulièrement, et au travail de médiation de Nikolay Mladenov, que je remercie également. Mais nous savons que si la situation actuelle perdure, une escalade de grande ampleur ne pourra être indéfiniment évitée. C'est alors la population de Gaza qui, une fois de plus, en paiera le prix. Nous devons donc tout faire pour l'éviter. Il revient à ce Conseil de parler d'une voix forte pour prévenir l'escalade. Le silence que le Conseil de sécurité observe depuis le début de la crise est chaque jour plus assourdissant et, pour tout dire, incompréhensible.

Au-delà de la désescalade et du respect du cessez-le-feu de 2014, qui sont requis dans l'immédiat, il n'y aura pas de solution durable à Gaza sans réconciliation inter-palestinienne dans le cadre des principes de l'OLP, et sans rétablissement des prérogatives de l'Autorité palestinienne à Gaza. Nous saluons à cet égard la relance du processus lancé au Caire il y a près d'un an, qui doit être accompagnée d'un véritable engagement de l'Autorité palestinienne en vue d'une amélioration des conditions de vie de la population à Gaza. Surtout, seule une levée du blocus, assortie des garanties de sécurité nécessaires pour Israël, permettra de répondre aux besoins de la population.

Parallèlement à ces efforts, nous devons apporter tout notre soutien aux propositions du coordinateur spécial visant à la mise en oeuvre accélérée de projets prioritaires. Nous aurons l'occasion d'en parler plus en détail la semaine prochaine, lors de la réunion du AHLC (Ad Hoc Liaison Committee) qui se tiendra à New York. Ces projets doivent s'accompagner de mesures humanitaires à impact rapide, nécessaires pour apporter une réponse aux besoins immédiats de la population et prévenir une nouvelle escalade.

Dans le même esprit, une mobilisation internationale sans précédent est nécessaire pour permettre à l'UNRWA de poursuivre ses activités essentielles et de maintenir ses écoles ouvertes sans interruption, à Gaza comme dans l'ensemble de la région. Nous aurons l'occasion d'appeler à ce sursaut collectif durant la semaine de haut-niveau de l'Assemblée générale. L'enjeu est décisif, bien sûr, pour les populations concernées. Il ne l'est pas moins pour la stabilité régionale. Nous invitons dans ce contexte les États-Unis à maintenir leur engagement historique auprès des réfugiés et des territoires palestiniens, dans le cadre d'une nécessaire mobilisation de la communauté internationale.

Madame la Présidente,

La France est l'amie des Israéliens comme des Palestiniens. Elle n'a d'autre intérêt que la paix dans la région et la possibilité pour les populations concernées de vivre en sécurité et dans la dignité. Nous le savons tous, les destins des Israéliens et des Palestiniens sont liés : aucun des deux peuples ne réalisera durablement ses aspirations nationales aux dépens de l'autre. 25 ans après les Accords d'Oslo, et dans un contexte de multiplication des crises régionales, le conflit israélo-palestinien n'a rien perdu de sa gravité, de sa centralité et de sa portée symbolique. La communauté internationale ne peut donc s'en détourner.

C'est dans cet esprit que le président de la République française, Emmanuel Macron, s'entretiendra demain à Paris avec le président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas. C'est dans le même esprit que des échanges avec le Premier ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, seront également prévus la semaine prochaine, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies.

La conviction de la France, c'est que notre boussole commune doit rester plus que jamais la mise en oeuvre, par la négociation, de la solution des deux Etats, seule à même de permettre une paix juste et durable entre Israël et la Palestine. La France ne ménagera aucun effort en ce sens.

Je vous remercie./.